Mardi 23 octobre 1979 – No 1 152

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Les médecins en grève pour soigner

Le 23 discussion du budget Santé au Parlement

Voir interview page 8

« Votre santé en danger. Hier, vous avez conquis le droit aux soins. Aujourd'hui, le gouvernement veut réduire la qualité. Demain, il en limitera l'accès. Votre médecin doit garder la liberté de prescrire les examens et traitements dont vous avez besoin ».
Voilà le texte affiché par les médecins en grève à la porte de leur cabinet.

Ceux de l'Alsthom en première ligne

LES travailleurs du groupe Alsthom-Atlantique CGE abordent leur quatrième semaine de grève. Ils y sont rentrés en force et avec éclat si l'on peut dire : le 18 octobre, journée nationale d'action du trust, près de 25 000 travailleurs avaient cessé le travail ! Il y avait bien longtemps qu'on n'avait pas vu ça dans une entreprise qui n'est ni nationalisée, ni du secteur public.

Les actions se développent dans les établissements, du Midi à l'Est (cf. page 3, article sur Saint-Florent-Alès), avec une combativité et un dynamisme qui ne se démentent pas.

La direction du trust l'a bien compris qui a ouvert, ce week-end, une première négociation avec les syndicats du groupe Alsthom-Atlantique à Belfort. Son but est clair : diviser pour régner et discuter établissement par établissement. A Alès aussi, une première rencontre a eu lieu à la SAFT (filiale CGE à 50 %).

Le résultat est le même partout : les représentants des travailleurs ont refusé de rentrer dans le piège du chantage patronal : la réponse au préalable de la direction de lever les piquets de grève a été négative.

C'est un nouvel échec pour les dirigeants du groupe puisque déjà l'intimidation des sanctions et des assignations en référé n'avait servi qu'à mieux souder le mouvement. Le nombre des grévistes n'a-t-il pas, en effet, augmenté à Saint-Ouen après le procès condamnant les syndicats à 3 000 F d'amende et à lever l'occupation ? L'objectif reste aujourd'hui celui de renforcer et développer cette unité (voir tract PCML page 3).

Ainsi, les 25 000 travailleurs du groupe CGE-Alsthom se sont-ils mis au premier rang des luttes qui continuent à répondre aux mesures de Barre avec, la semaine dernière, les travailleurs des magasins pour garder le dimanche, les cheminots et les agents EDF ; cette semaine, avec les travailleurs de la santé et ceux des PTT qui vont les rejoindre.

Partout, un durcissement réel est sensible (en particulier dans le secteur de l'EDF, nous y reviendrons dans notre édition de mercredi). La tension monte chez les travailleurs. Une tension salutaire. Ne serait-ce pas elle qui a provoqué l'hypertension de notre premier ministre hospitalisé pour plusieurs jours cette semaine ? Sans doute au moins doit-il éprouver une certaine inquiétude.

Claire MASSON

MEETING

Le 26 octobre à 20h à la Mutualité

contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

Organisé par le PCML *et le* PCR/ML

AU PROGRAMME, après les prises de parole au nom des deux partis :

- Interventions de travailleurs pour la construction de l'unité Français-immigrés
- La projection du film **«Voyage en Capital»** de ALI AKIKA et A.M.AUTUSSIER
- Le groupe antillais **MOUN' KIKA**
- Chants révolutionnaires de Kabylie : **IMAZIREN IMULA**

نظم تجمع ضد القواعد بار - بوت . بولت . ستولرو

Le meeting comporte une intervention spécifique sur les lois et un stand où les travailleurs immigrés et toutes les personnes intéressées pourront trouver des conseils pratiques et juridiques à ce sujet auprès de personnes connaissant très bien la question

Dans ce numéro :

en page 4 et 5

La démocratie en Chine

par Pierre Burnand

TOULOUSE:
MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DE L'EDF

Trois délégués syndicaux en procès

LE 8 octobre, les travailleurs sous tension de la subdivision de Toulouse-Nord ont démarré une grève dure, suivis peu après par tous leurs camarades de travail de ce centre. Les médias, les patrons nous parlent d'action « d'enfants gâtés ». Allons donc, sont-ils des privilégiés ceux qui sont embauchés à la catégorie 3, échelon un, avec un CAP à 2 230 F bruts ? Sont-ils des privilégiés, ces travailleurs sous tension qui travaillent sur les lignes où circule du courant électrique à 20 000 volts ? Ils risquent constamment l'électrocution, leur travail est très pénible, manipulant une perche, accrochés par une ceinture au haut d'un pylône. Certains ont affirmé qu'en trente ans, ils ont les reins fichus.

Ces cinquante travailleurs sous tension de la subidvision Toulouse-Nord réclament uff reclassement reconnaissant leur technicité et une embauche de personnel, trois au minimum.

L'extension du mouvement a fait élargir les revendications au maintien du pouvoir d'achat.

Durant un mois, les travail leurs sous tension ont vainement demandé l'ouverture de négociations. Pendant un mois, la direction a refusé ! Un mois ça suffit ! Il faut passer à l'action. Ce sont des actions dures et spectaculaires : manifestations en ville avec les voitures de service, blocage du Capitole en gare de Toulouse et occupation du centre-Nord et du SITTI-service de traitement informatique de Toulouse.

DES ACTIONS DURES, UNE CONDUITE DÉMOCRATIQUE DU MOUVEMENT

Ces actions ont été décidées en assemblées générales. Les travailleurs sous tension ont élu un comité de grève, qui fait des propositions aux syndicats et à l'assemblée générale. Celle-ci recherche au maximum l'unanimité pour décider les actions. Ce comité de grève a l'appui total des syndicats. Les travailleurs ont décidé d'augmenter leurs actions d'un cran à chaque provovation de la direction.

Celle-ci a décidé de ne rien lâcher, pas question de créer des emplois à Toulouse-Nord, mais par contre, les provocations se succèdent : simulacre de négociations, satisfaction aux travailleurs de Toulouse-Sud qui ont obtenu grâce à des reclassements, trois nouveaux postes et demande de jugement le 18 octobre, en référé contre trois responsables syndicaux, un CGT, un CGT-GMC (cadres), un CFDT, accusés sous le coup de la loi anticasseurs d'être responsables de l'occupation du centre-Nord et du SITTI.

La direction veut casser le mouvement au centre-Nord. Car c'est dans ce secteur que les meilleures conditions sont réunies du point de vue de la mobilisation et de l'unité des travailleurs : pour mener une action le syndicat FO participe aux côtés de ceux de la CGT et de la CFDT malgré le désaccord et le désaveu de leur direction.

Face aux grévistes il y a apparemment la direction régionale, mais peronne n'est dupe que derrière il y a la direction nationale et même le ministère !

DE PARTOUT LA SOLIDARITÉ

Le jugement en référé des trois responsables syndicaux a mobilisé les travailleurs de toutes les subdivisions du Sud-Ouest, malgré la dispersion géographique, la diversité des tâches.

Car il v a la liberté du droit de grève qui est en jeu. Parallélement à la campagne de dénigrement de la grève nationale de l'EDF dans les médias, le pouvoir frappe les grévistes par la biais des dirigeants syndicaux. Cette solidarité s'est exprimée les 16 et 17 octobre par les coupures de courant dans toute la région. Et aujourd'hui, 18 octobre, par une grève de vingt-quatre heures (au moins) sur l'ensemble des subdivisions de la région.

Des messages de solidarité sont arrivés de toute la France, et à Nancy des travailleurs EDF secteur transport sont eux aussi en grève sur leurs revendications. Des discussions devant le palais de justice, se dégage une puissante volonté d'unité unité entre syndicats, unité entre employés et usagers (les formes de lutte sont discutées pour obtenir un soutien des usagers), unité indispensable pour faire aboutir l'action sur l'amélioration des conditions de travail et le respect des droits syndicaux et le respect des libertés démocratiques.

En dernière minute, on apprend que le tribunal d'instance s'est donné vingt-quatre heures pour rendre son jugement. Le temps, certainement, d'en référer à la direction nationale et au premier ministre.

AIX-EN-PROVENCE

Grève au Monoprix

MARDI 16 octobre, une assemblée générale du personnel de Monoprix d'Aix, personnel principalement féminin, et sa section syndicale CGT décident un débrayage. En effet, les conditions de travail ne cessent de se dégrader : diminution du personnel, locaux de moins en moins salubres. De plus, les salaires sont extrémement bas, le salaire moyen brut s'élevant à 2 115 F par mois, et ce, à raison de 40 heures par semaine.

La direction s'engage en outre dans une politique de contrats d'embauche (un ou deux jours de travail par semaine). Aussi, le personnel de Monoprix exige une augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, entre autres par l'embauche de personnel, et le paiement intégral des heures de grève. Devant le refus de la direction, 90 % du personnel décide alors la grève : les deux premiers jours, vendredi et samedi, montrent une grande volonté de mobilisation de la part des grévistes, comme le fait d'ailleurs remarquer une déléguée CGT du magasin. Pendant cette période, les piquets de grève s'organisent, distribution de tracts et panneaux expliquent les raisons de la grève, des prises de parole au mégaphone ont également lieu.

Pour sa part, la direction, pour ne pas fermer son magasin et dans le but de briser la grève, a fait travailler de jeunes stagiaires de 14 à 16 ans dans le cadre de la formation Barre. Cependant, les grévistes restent fermes sur leurs revendications et le piquet de grève permet d'organiser le soutien financier et d'appeler les clients à ne pas acheter dans le magasin durant cette période.

Ceci a été en partie réalisé car, pendant ces deux premiers jours, à la satisfaction des grévistes, il y avait peu de monde dans le magasin. Par contre, à l'extérieur, les discussions sont nombreuses : ainsi, une jeune chômeuse ne comprend pas pourquoi les employées se plaignent. Il y a deux ans qu'elle cherche à travailler. Une employée en lutte lui explique comment le travail est fatigant, comment la direction tire sur la corde. Une seconde, à un an de la retraite, lui explique comment, depuis trois ans, elle se trouve seule dans un travail où, avant, elles étaient trois, comment donc l'une des revendications, aujourd'hui, est bien l'embauche de personnel.

Il est important aujourd'hui que le soutien s'organise ; c'est ainsi que déjà des employés du centre technique régional et du garage Citroën, dès lundi, se sont engagés à appeler sur leur lieu de travail au boycott du magasin durant la période de grève et à organiser le soutien financier.

Correspondants QdP-HR

TOULOUSE

Semaine d'action CGT à l'EDF dans le sud-est méditerranéen

LA CGT prévoyait quatre heures de grève et une baisse de charge de 50 % dans les centrales thermiques, arrêt des centrales hydrauliques et éclusées et baisse de 30 % des usines hydrauliques au fil de l'eau, ceci pour mardi 16 octobre.

Mardi la grève est suivie par 30 à 50 % du personnel. La production baisse partout de 50 % sauf à Martigues, au Cap Chêne d'Oc (responsable du fonctionnement des tranches) refuses de baisser. Pour compenser cela à Bugey, des tranches DE4 sont baissées chacune de 150 mégawatts supplémentaires (en temps normal ces tranches PWR produisent 900 mégawatts chacune).

A Loire-sur-Rhône, la direction ne l'entend pas de cette oreille et donne un blâme au délégué CGT car il avait effectué la baisse contre l'avis de la direction.

Mercredi, jeudi et vendredi ont lieu des mouvements tournants, région par région. Vendredi c'est le tour du Sud-Est méditerranéen. Les modalités d'action sont quatre heures de grève, minimum technique sur les centrales thermiques (par exemple, 200 mégawatts pour une tranche de 900 mégawatts), arrêt des usines hydroliques et éclusées, baisse de 30 % des usines hydrauliques au fil de l'eau.

A Bugey, tout se passe comme prévu, sauf pour Bugey 2 où un chef de bloc refuse de baisser malgré les diverses propositions des travailleurs (changer de chef de bloc, baisser la charge au prorata des grévistes). La direction refuse.

Ainsi, la logique patronale, au nom de la liberté du travail d'une personne, même si tout le reste du personnel est en grève, conduit à produire comme s'il n'y avait pas de mouvement. Les agents EDF en grève ne pouvaient le supporter.

Et c'est une centaine de travailleurs qui appuyèrent, ensemble, sur le coup de poing d'arrêt d'urgence, mettant la tranche à zéro.

A noter qu'à Bugey, la section CFTC et des militants CFDT ont participé à la grève.

A Loire-sur-Rhône, à Ghâlons-sur-Saône, même problème qu'à Bugey, même réponse des travailleurs qui appuient sur le coup de poing d'arrêt d'urgence. A Loire-sur-Rhône, à Aramon, les travailleurs, pour soutenir le délégué CGT de Loire qui avait eu un blâme, ont fait huit heures de grève. A Annecy, pour éviter que le courant venant de Suisse arrive, les agents EDF, la tête recouverte d'un carton, abaissent les manettes isolant la France de la Suisse.

La conclussion de ce mouvement suivi par près de 50 % du personnel est que les travailleurs en ont marre de payer la crise. Il est dommage que l'unité syndicale CGT-CFDT ne se soit pas faite car le mouvement aurait eu une plus grande ampleur.

L'occupation continue à l'Alsthom-St-Ouen

L'OCCUPATION des trois usines de l'Alsthom de St-Ouen situées dans le même site (Alsthom-Unelec, Alsthom-signaux, Alsthom-(CGE) continue de plus belle.

Où en est-on après douze jours d'occupation ? Jusqu'à maintenant, rien n'a pu entamer le moral des grévistes qui, a chaque fois, ont su trouver les parades nécessaires aux manœuvres de la direction. La dernière manœuvre est la menace permanente d'intervention des CRS et d'évacuation par la force de l'usine occupée.

La direction a obtenu jeudi du tribunal des référés de Bobigny le feu vert, c'est-à-dire qu'elle peut à tout moment faire intervenir les CRS. Si, jusqu'à présent, elle ne l'a pas fait, c'est parce qu'elle sait très bien que dans l'état actuel de la lutte, cette opération se retournerait contre elle.

ST-OUEN, VILLE-MORTE

D'une part, la grève des usines Alsthom (Belfort St-Ouen et les autres) est devenue une affaire de portée nationale dont les journaux et la télévision commencent à beaucoup parler. Le mur du silence dressé autour du conflit est maintenant brisé. Par ailleurs, la solidarité ouvrière commmence à jouer à plein et à s'intensifier. Par exemple, jeudi 18 octobre au matin, St-Ouen était une ville-morte à l'appel de l'UL -CGT. La circulation bloquée, toutes les issues étaient bloquées par les 250 camions de la SALTA autre entreprise de St-ouen occupée, et les travailleurs des entrerprises en lutte de St-Ouen. Au cours d'un rassemblement place de la mairie, à deux pas de l'Alsthom, un appel fut lancé pour une riposte immédiate en cas d'intervention des forces de pplice à l'Alsthom et à la SALTA.

LE COMITÉ DE GREVE

Enfin et surtout, on est maintenant passé à l'Alsthom-St-Ouen à une phase de lutte beaucoup mieu mieux organisée. Depuis vendredi à l'Alsthom-Unélec a été mis en place un comité de grève où se trouvent côte à côte représentants des syndicats, et travailleurs élus par leurs différents secteurs. (Actuellement, il y a 25 représentants des syndicats et 25 travailleurs élus).

Cette formule a été imaginée pour bien montrer que le comité de grève n'est pas quelque chose en dehors du syndicat, mais au contraire, le complément nécessaire qui en cette période de lutte, permet d'assurer une meilleure répartition des tâches, une prise en main beaucoup plus grande des responsabilités par d'autres travailleurs et aussi bien sûr une meilleure démocratie dans la conduite de la lutte et des prises de décisions importantes.

Un certain nombre de commissions ont été mises en place (propagande, solidarité, garde, ravitaillement, animation culturelle, entretien et nettoyage, sécurité).

Bref, le mouvement d'occupation est en train de se structurer et de gagner en profondeur. C'est cela qui

Suite page 3

SOUTENONS LES TRAVAILLEURS DE L'ALSTHOM

CGE ALSTHOM-GARD

La popularisation se développe activement

LES grévistes de l'usine de St-Florent sur Auzonnet et ceux de la SAFT (filiale à 80 % d'Alsthom) respectivement en grève depuis le 2 et le 10 octobre, multiplient les actions de popularisation. Ainsi, le 18 octobre, journée d'action nationale au niveau du trust, les grévistes sont intervenus à l'usine Richard Ducros d'Alès, usine de métallurgie, pour empêcher la sortie d'une importante pièce fondue. Il faut préciser que cette pièce produite par la SAFT avait été amenée là pour y être terminée, vu que les ouvriers de la SAFT sont en grève.

A la peinture indélébile et en grosses lettres, les grévistes ont écrit : *« Pièce volée dans une usine en grève »*. Naturellement, le chauffeur du semi-remorque a refusé de se ballader sur les routes avec cette inscription, etla pièce est restée à l'usine Richard Ducros.

De là, les travailleurs sont allés occuper symboliquement le parvis de la Chambre patronale d'Alès durant une demi-heure. Après, ils se sont rendus dans la rue Pasteur aui abrite l'ANPE ; et là, dans la musique et les rires, ils l'ont rebaptisée *« Impasse Raymond Barre »*.

Dimanche 20 octobre au matin, a eu lieu une importante diffusion de tracts à l'occasion du concours de boules à Alès.

Sur le plan des entreprises, le directeur de la SAFT a convoqué le comité d'entreprise vendredi matin 19 octobre, mais son sermon habituel sur la crise et la conjoncture n'a rien apporté de nouveau. A noter que la CGC qui ne participe pas à la grève à la SAFT a signé dans le cadre du comité d'entreprise avec la CGT et la CFDT, une motion qui a été transmise à la direction.

Suite de la page 2

lui donnera la solidarité et l'assise nécessaire pour tenir. Et les grévistes savent qu'il faudra tenir..

LA DIRECTION BLOQUE

Actuellement, la situation est en effet bloquée. La direction refuse tout contact avec les syndicats et le comité de grève, refusant même de donner les acomptes du 15 octobre sous prétexte que l'usine est occupée.

Il y a fort à faire et tous les grévistes sont conscients que les manœuvres patronales vont s'intensifier dans les jours qui viennent. Il est bien clair que la direction va essayer de tout faire pour casser cette grève, pour tenter de stopper l'extension du mouvement dans la région parisienne et pour pouvoir faire sortir les transformateurs bloqués dans l'usine qui représentent pour elle une perte d'argent énorme!

Depuis plus de trois semaines, un mouvement de grève de grande ampleur se développe dans le groupe Alsthom du trust CGE. Les travailleurs ripostent ainsi aux conséquences du plan Barre qui se traduit en particulier dans ce trust par une perte de salaire considérable. Face à un adversaire puissant, ils ont déjà mis de sérieux atouts de leur côté : l'unité dans la lutte à tous les niveaux, la popularisation et l'organisation de la solidarité, la coordination unitaire sur tout le groupe lors de la journée d'action nationale du 18 octobre. Celle-ci a montré la clef du succès, unifier au maximum la lutte sur tout le groupe, exiger la négociation unique d'une plateforme unique avec la direction de l'Alsthom. Notre presse s'efforce de contribuer au soutien en publiant ci-dessous un texte destiné à être repris en sten électonique et diffusé comme tract.

Contre l'Alsthom : lutte unie de toutes les entreprises du groupe

Depuis plus de trois semaines maintenant, un mouvement de grève d'envergure exceptionnelle se développe en France dans le groupe Alsthom.

L'Alsthom appartient au trust CGE, dont le PDG, A. Roux, est vice-président du CNPF, un des principaux inspirateurs de la politique antiouvrière et antipopulaire du gouvernement Giscard-Barre.

Depuis plus de trois ans, la bourgeoisie française a entrepris une réorganisation radicale de l'industrie du pays, dans le but de placer le patronat français en meilleure position possible dans la concurrence internationale. Pour les travailleurs, ce sont les licenciements, le chômage, l'aggravation des conditions de travail, la hausse des prix et le blocage des salaires, la répression antisyndicale et antipopulaire, ainsi que le racisme et les expulsions pour les travailleurs immigrés.

Dans le groupe Alsthom, le plan Barre signifie, en particulier pour les travailleurs, une perte de salaire très importante, surtout cette année. Jamais la perte du pouvoir d'achat n'avait été aussi forte (l'Alsthom est passé du 10e au 28e rang en France pour les salaires !), alors que pour les actionnaires les bénéfices sont en constante augmentation (7,5 milliards déclarés en 1978, contre 6,9 en 1977).

Dans ces conditions la lutte entreprise par les travailleurs du groupe Alsthom revêt une grande importance pour toute la classe ouvrière : il s'agit d'une des plus importante riposte menée depuis trois ans contre les plans Barre, et une victoire à l'Alsthom serait un encouragement considérable pour tous les travailleurs de France.

Face à un adversaire aussi puissant, les travailleurs de l'Aslthom ont déjà mis beaucoup d'atouts de leur côté.

Ils frappent le patronat à son point sensible, la caisse. A Belfort comme à Saint-Ouen ou à Tamaris, grâce à l'occupation, toute production est stoppée, la direction ne peut livrer le matériel prêt à partir ce qui signifie un manque à gagner et une immobilisation de capitaux considérables.

L'unité se construit dans la lutte à tous les niveaux : unité entre les différents syndicats ; dans un certain nombre d'usines, la recherche de l'unité syndicale pour le succès de la lutte a balayé l'esprit de boutique et donné confiance à tous les travailleurs.

De ce fait, une réelle unité s'est forgée entre travailleurs, à la base et dans l'action : par exemple, à St-Ouen, la constitution d'un comité de grève, où se retrouvent côte à côte représentants des syndicats et travailleurs élus par les grévistes de leur secteur, permet d'associer bien plus largement à la conduite de la lutte des grévistes, et renforce l'unité entre syndiqués et non-syndiqués. L'unité entre travailleurs français et immigrés s'est elle aussi renforcée.

Enfin, l'unité entre les différentes catégories de personnels, autour des principales revendications posées depuis de nombreux mois, a permis à Belfort d'obtenir un isolement complet de la direction.

La popularisation de la lutte et l'organisation de la solidarité sont prises en main, ce qui est vital pour renforcer le mouvement et obtenir le soutien de tous les travailleurs de la région (opérations ville morte, tracts, collectes...).

La coordination unitaire sur tout le groupe, a permis la journée d'action nationale du 18 octobre avec 25 000 travailleurs en grève. Il est certain que là réside la clef du succès pour les « Alsthom » et que c'est dans cette direction qu'il faut avancer.

En effet, face à une direction unique, il est indispensable d'unifier au maximum la lutte sur tout le groupe. Sinon, la direction se fera un malin plaisir d'engager un processus de division, usine par usine, négociant avec les uns, pas avec les autres, accordant quelque chose là, le refusant ailleurs.

Il est vital, si on veut parer à cette manœuvre, éviter un effritement de la lutte usine par usine, élargir le mouvement et obtenir les revendications, de faire un pas de plus dans l'organisation unitaire du mouvement. Il faut opposer à cette direction unique de l'Alsthom, une plateforme revendicative unique et une négociation unique de celle-ci. Ne pas le faire, négocier établissement par établissement, ne serait-ce pas là gaspiller la force d'un mouvement sans précédent à l'Alsthom, se mettre dans la situation de quelqu'un qui, après avoir travaillé un certain temps à accumuler des atouts, ne s'en sert pas au moment décisif ? L'enjeu est d'importance, pour les travailleurs de l'Alsthom comme pour tous les travailleurs de France. Maintenir et renforcer le mouvement actuel par la lutte unie et en organisant la solidarité, et sur la base de ce rapport de force, exiger la négociation unique d'une plateforme unique avec la direction de l'Alsthom, voilà ce qui devient nécessaire pour obtenir la satisfaction des revendications. Le Parti communiste marxiste-léniniste, quant à lui, fera dans la mesure de ses moyens, tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à renforcer l'action, contribuer à favoriser l'unité de lutte des travailleurs, que ce soit par son propre travail de Parti, sa presse, ou par ses militants engagés dans l'activité syndicale dans le groupe Alsthom, contribuer enfin à élargir la solidarité populaire autour de la lutte.

Parti communiste marxiste-léniniste

La Chine et les droits de l'homme

par Pierre BURNAND

Dans son édition datée du 13 octobre, sous le titre « *La Chine et les droits de l'homme* », *Le Monde* a publié une double page réalisée par « *deux chercheurs français ayant effectué récemment des voyages en Chine et à Hongkong* ». Ces deux pages, publiées à l'occasion de la venue du président Hua Kuo-feng, traitaient de la « répression en Chine » et se présentaient comme un appel au gouvernement français pour qu'il intervienne en faveur du respect des droits de l'homme en Chine. Je ne suis, quant à moi, ni un « chercheur » ni un sinologue. J'ai simplement, moi aussi, effectué, il y a peu de temps un séjour d'un mois en Chine et ce que j'ai lu dans *Le Monde* m'a suggéré quelques réflexions.

Quelle image ces gens-là veulent-ils donner de la Chine ? Car enfin, à la lecture de ces deux pages, ce que l'on retient c'est ni plus ni moins que l'image d'une vaste prison et, pour tout dire, d'un régime fondé sur la terreur où les droits de l'homme sont foulés aux pieds. On nous parle de « *l'ampleur de la répression qui a frappé pendant trente ans le quart de la population mondiale* », de « *l'atmosphère de terreur qui règne dans l'Empire du Milieu "libéralisé" de 1979* », on nous affirme également que « *la Sécurité publique, en civil ou en uniforme, reste omnipotente* » et on n'hésite pas à proclamer : « *Etant donné ses pouvoirs exorbitants, la Sécurité publique a pris, au cours du règne du Timonier, l'habitude de considérer le peuple comme une masse d'esclaves taillables et corvéables à merci* ».

Ces jugements sont accompagnés de faits présentés comme le support de cette démonstration.

En somme, 30 ans de socialisme en Chine se solderaient par un bilan de 30 ans d'oppression et de ténèbres pour le peuple chinois, le quart de la population mondiale. La réalité chinoise se trouve ainsi réduite à celle du règne de la terreur.

Puisque les auteurs de ces deux pages prétendent se soucier des droits de l'homme en Chine, parlons en donc.

DE 1927 A 1937 TROIS MILLIONS DE PERSONNES FURENT MASSACRÉES COMME « COMMUNISTES »

Il me semble d'abord que pour parler des droits de l'homme dans un pays, il convient d'abord d'examiner si ces droits ont progressé par rapport au passé ou bien s'ils ont régressé. N'est-ce pas un critère pour déterminer si un système social contribue à la défense des droits de l'homme ou bien les étouffe ? Nos « chercheurs » ne se soucient visiblement pas de cela. Pour eux, la cause doit être entendue : le socialisme, c'est la négation des droits de l'homme.

Voici donc quelques témoignages, comme on peut d'ailleurs en trouver beaucoup d'autres.

« Nous parcourûmes la campagne autour de Tien Tsin. Nous traversâmes les marais salants aux environs de la ville et, un certain après-midi d'une blancheur de fantôme devait se graver à jamais dans ma mémoire. Nous étions sur le pont qui franchit le fleuve. "Tiens, voilà un cadavre qui flotte" dit Frère aîné. Je regardai : le cadavre avait un trou noir et rond à la joue, là où le rat avait dû le ronger. La grande famine qui avait commencé dans le Nord l'année précédente, en 1928, n'avait pas cessé de s'étendre et des millions de gens mouraient de faim. Dix millions disaient les journaux. On les ramassait par centaines dans les faubourgs des grandes villes. Naturellement, il y avait des cadavres dans la rivière ». (Han Suyin, *Une fleur mortelle*).

Shangaï 1927 : « En février 1927, en vue de l'arrivée à Shangaï des armées du Kuomintang, commandées par Tchang Kai-shek, les syndicats communisés avaient pris p ossession des quartiers chinois de Shangaï et y avaient établi leur propre conseil municipal. Mais il se produisit une incontestable panique dans la Concession internationale et la Concession française ainsi que dans les parties de Shangaï assujetties au contrôle occidental, où le seul fait d'être Chinois vous fermait l'entrée du parc, des bons hôtels et des bons restaurants, à moins d'être un super seigneur de guerre, un super gangster ou un super banquier, ces trois occupations étant d'ailleurs interchangeables... Sterling Fessenden, président américain de la Concession internationale, communément appelé le Lord Mayor de Shangaï, ajoute à notre connaissance des événements l'anecdote suivante : « A la fin de mars, le chef de la police française me téléphona. Je me rendis à l'adresse qu'il m'indiquait. Je fus surpris d'y trouver une résidence chinoise avec des gardes armés devant la porte d'entrée... Le grand vestibule était bordé de faisceaux de fusils et de mitrailleuses. J'entendis des voix et le fonctionnaire français fit son entrée accompagné de Dou Yuseng (le gangster) et d'un interprète. Nous en vînmes aussitôt aux faits. Dou était disposé à marcher contre les Rouges mais à deux conditions : il voulait d'abord que les Français lui fournissent au moins cinq mille fusils et d'abondantes munitions et, se tournant vers moi (Fessenden) exigea l'autorisation de faire passer ses camions militaires par la Concession internationale, ce que les autorités de la Concession n'avaient jamais accordé à aucune force chinoise ».

Dou obtint de Fessenden cette autorisation... Environ huit mille ouvriers, des travailleurs syndiqués, des étudiants furent massacrés sauvagement par les bandits de Dou Yu-seng. Leurs armes et munitions leur étaient fournies directement par les autorités étrangères des Concessions internationale et française. Des dépôts de munitions furent installés avec comme personnel des soldats britanniques, américains et français qui distribuaient le matériel aux bataillons de gansters... Le 12 avril, Tchang Kai-shek arriva avec le reste des troupes et compléta l'œuvre du « *rétablissement de la paix et de l'ordre* ». Dans certaines régions où les travailleurs résistaient encore, certains postes de leur milice accueillirent les soldats en sauveurs et furent immédiatement fauchés par les mitrailleuses. Huit mille hommes de plus ou à peu près furent tués au cours de la semaine suivante. Six mille femmes et adolescentes, épouses et filles des travailleurs furent indéniablement massacrées comme "communistes". (Han Suyin « *Une fleur mortelle* »).

LES PLUS JOLIES ÉTAIENT VENDUES AU BORDEL

« Un petit bonhomme à figure de rat et portant lunettes m'emmena dans une filature de soie, à Chapei ou Yantsepoo, très loin de la Concession internationale. C'était un quartier incroyablement sordide de taudis et de huttes croulantes et d'impasses puantes non-pavées. La filature était une bâtisse qui ressemblait à une grange avec un petit jardin devant. A l'intérieur, de grandes cuves d'eau bouillante, des fours et des enfants qui paraissaient avoir dans les six ans mais dont l'homme à face de rat m'assura qu'ils en avaient tous quatorze ; ils étaient debout autour des cuves. Il était presque impossible de voir ce qu'ils faisaient dans la vapeur qui montait des cuves et il faisait une chaleur étouffante ; mais ils plongeaient dans l'eau bouillante des cocons de vers à soie en paquets enveloppés de sacs de fine gaze. Les yeux de ces enfants se coloraient de rouge vif, stigmate de la conjonctivite ; leurs bras étaient couverts de brûlures et ils travaillaient presque entièrement nus.

La température extérieure approchait de 40 degrés ; à l'intérieur, il faisait 45 ou plus... Fuyant les famines, les inondations, les guerres civiles, les enfants arrivaient par vagues successives dans les villes avec leurs parents. Et les parents les vendaient ou les louaient à des employeurs, comme cela se faisait en Angleterre au siècle précédent. Les industriels refusaient d'employer des hommes, ils n'embauchaient que les femmes et les enfants. Ils achetaient des enfants aux camps de réfugiés et aux orphelinats. On faisait travailler ces enfants dans des ateliers surpeuplés ou des granges branlantes comme celle que j'avais vue ; douze, quatorze heures par jour, sans dimanche. Ils fabriquaient des ampoules électriques pour les magasins à prix uniques ; ils dormaient sous les presses à découper ; deux fois par jour, ils mangeaient du gruau et en quatre mois ils mouraient du béribéri, tuméfiés de plaies infestées...

70 % des usines appartenaient à des Japonais ou des Anglais. Les contremaîtres des usines de textile étaient armés de révolvers et de fouets. Les filles, paysannes pour la plupart, étaient amenées à la ville par fournées de trente, travaillaient quatorze heures par jour et couchaient dans les soupentes, à même le plancher. Les plus jolies étaient vendues aux bordels... Sur les usines de tissage de Shangaï, 77,2 % appartenaient à des étrangers ; 22,8 % étaient chinoises. La main-d'œuvre des femmes et des enfants représentait près de 85 % du total ; les salaires mensuels étaient de quinze dollars d'argent pour un homme, treize pour une femme, huit pour un enfant (moins de douze ans) travaillant douze à quatorze heures par jour, sept jours par semaine. Bien que le gouvernement eut en 1931 voté des lois sur le travail, elles ne furent jamais appliquées. Et tout cela continua jusqu'en 1949 » (Han Suyin *Une fleur mortelle*).

« Le nombre d'habitants variait considérablement. Une mauvaise récolte pouvait le réduire de moitié ; certains mouraient dans les huttes, les autres fuyaient espérant survivre, ailleurs. Et cependant, les 500 hectares de terre qui entouraient le village pouvaient subvenir aux besoins de 200 à 300 familles. Et dans ce temps même où la famine sévissait sur le plateau de Shang-t'ang et réduisait le nombre des habitants de la Grande Courbe, les chassant au loin, des familles du nord de la Chine, poussées elles aussi par la famine, venaient prendre leur place » (William Hinton *Fan-Shen*).

« La violence revêtait un caractère extrême dans les rapports entre propriétaires fonciers et fermiers, créanciers et débiteurs. La classe possédante avait, en fait, pouvoir de vie et de mort sur les paysans et appliquait elle-même toutes les sanctions qu'elle jugeait nécessaire quand ses intérêts étaient menacés. Si un voleur était pris, sur le champ il était jugé. Durant une année de famine, un enfant d'un paysan de la Grande-Courbe, âgé seulement de six ans, déroba quelques feuilles d'un arbre appartenant à l'employeur de son père. Le propriétaire foncier attrapa l'enfant, le battit jusqu'au sang avec un gros bâton et condamna son père à lui verser douze dollars. Cette somme représentait le salaire annuel du père. Celui-ci dût emprunter de l'argent à un parent pour subsister durant l'hiver et, une décennie plus tard, il payait toujours sa dette...

Lorsqu'un paysan tentait de se défendre, l'affaire pouvait tourner mal. Un paysan de T'ai Hang, ayant frappé le propriétaire qui avait violé sa femme, fut pendu par les cheveux et battu jusqu'à ce que son cuir chevelu se détache de son crâne. Écroulé sur le sol, il saigna à mort.

Si le propriétaire ne pouvait venir à bout d'un paysan, il faisait appel à l'administration du village.

Le policier rural, armé d'un révolver, et quelques costauds du corps de défense de la paix, armés de fusils remettaient rapidement les choses en ordre. Si les forces locales s'avéraient insuffisantes, les fusils de tout le district pouvaient être concentrés sur un seul village et, si cela ne suffisait pas, le margistrat du district diposait de plusieurs vingtaines d'hommes armés en garnison permanente ». (Williman Hinton - Fan-Shen).

Quels étaient donc les droits de l'homme pour le peuple chinois avant 1949 ? Famines, mortalité infantile, exploitation féroce, droits absolus des impérialistes, arbitraire total des propriétaires fonciers, massacres en masse, vente des enfants, tels étaient les aspects permanents de la situation du peuple chinois. Notons que les grandes puissances occidentales, dont la France, jouèrent un grand rôle dans cette négation des droits de l'homme en Chine. A partir du 19e siècle, elles se livrèrent aux agressions les plus ignobles, attisèrent les guerres civiles, organisèrent les massacres de masse, tout cela pour établir et maintenir leur « droit » au pillage.

SE NOURRIR, SE VETIR SE SOIGNER, S'INSTRUIRE, SE LOGER

C'est en ayant cela en tête que l'on peut juger le bilan de trente années de socialisme. Pour qui visite la Chine, que voit-on qui soit *unanimement* reconnu ?

Le droit de se nourrir n'est-il pas un droit de l'homme fondamental ? Eh bien aujourd'hui, et cela fait d'ailleurs des années, le peuple chinois ne vit plus dans l'angoisse permanente des famines. Les famines chroniques, les millions de morts par malnutrition appartiennent désormais à histoire... mais à une histoire encore bien récente. Si l'on se promène, vers les six heures du matin, dans les rues de Shanghaï on peut voir une foule animée qui fait ses courses, les étalages sont bien achalandés. Si l'on visite des magasins, on peut constater une assez grande variété de produits de consommation courante. Cela ne signifie pas que la Chine vive sous le règne de l'abondance, loin de là.

Le rationnement est toujours pratiqué pour certains produits. Il n'y a que quelques mois seulement, par exemple, que les œufs ne sont plus rationnés à Pékin. Les Chinois disent aussi que ces dernières années, il y a eu des problèmes alimentaires aigus dans certains régions, en raison du développement insuffisant de la production et de grandes sécheresses.

Que conclure de cela. Que bien que le problème alimentaire ait été résolu pour l'essentiel en Chine, cette résolution restera relativement fragile tant que la production n'aura pas connu un développement suffisamment important, compte tenu de l'accroissement de population. D'où le caractère vital de la modernisation de l'agriculture chinoise.

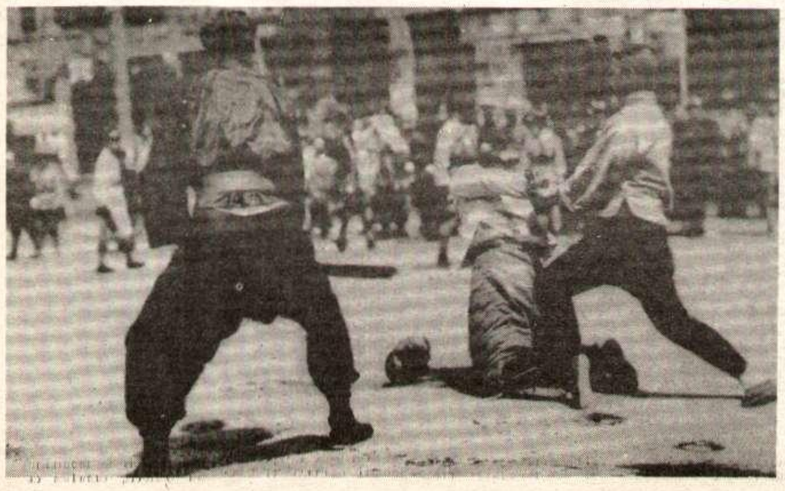
Que peut-on juger encore avec le regard ? La propreté des rues, que ce soit à Pékin, à Shanghaï, à Nankin, à Kherbine, à Peitaho, partout où j'ai pu passer. Le flot permanent des bicyclettes, signe d'un début de prospérité, dont les sonnettes constituent comme le bruit de fond des villes chinoises. L'habillement, simple mais correct des gens et qui, de plus en plus, est très varié. Et puis les enfants, des multitudes d'enfants. Des enfants en bonne santé, voilà ce que l'on voit. Des enfants qui sont l'objet de la protection de la société.

Une jeunesse qui ne connaît plus l'analphabétisme et est scolarisée au minimum jusqu'au premier degré pour l'ensemble du pays.

Et puis les vieux, qu'on peut voir, par exemple, de très bon matin dans les rues, se livrer à des exercices de boxe chinoise. Car en Chine, aujourd'hui, on vit vieux. Que voit-on encore, que chacun peut juger ?

Des hôpitaux, des maisons de santé comme celle que j'ai pu visiter, réservée aux ouvriers de Kharbine. Et puis l'affluence dans les palais de la culture des ouvrières ou bien devant les cinémas ouverts dès le matin six heures. Que voit-on encore ? Des chantiers qui se dressent en grand nombre d'où vont sortir de nouveaux logements pour la population. Les logements : étroits sans doute, la plupart du temps, mais qu'on ne peut comparer avec les niches d'autrefois.

Je me souviens de ve vieil ouvrier retraité chez qui j'étais allé lors d'un précédent voyage, qui m'avait fait visiter son appartement, deux pièces, où il vivait avec ses enfants. Pas bien grand, direz-vous. Il m'avait montré aussi dans quoi il avait vécu autrefois. Une mauvaise niche à chien ni plus ni moins, reste reconstitué de quelque chose de pire qu'un bidonville, où les moustiques régnaient en maîtres. Il ne l'allait pas oublier. Et quoi encore ? Par exemple, les parcs magnifiques, la Cité interdite, les tombeaux des Ming, livrés aux promenades du peuple.



Et puis, il y a la dignité de la Chine aujourd'hui respectée et qui sait se faire respecter. Le temps du brigandage impérialiste est révolu. Au cours de ces trente années, la Chine est devenue maîtresse de son destin.

Voilà autant de choses qui constituent de grands acquis qui ne peuvent être niés. Alors, les droits de l'homme en Chine ? Pouvoir se nourrir, se vêtir, se soigner, s'instruire, se loger, est-ce que par hasard cela ne constituerait pas quelques-uns des droits fondamentaux de l'homme ? N'en déplaise à nos « chercheurs », en Chine, les droits d'un milliard d'hommes ont connu un développement énorme, d'autant plus qu'il y a trente ans ils n'existaient pas.

Ces progrès sont d'autant plus notables qu'une grande partie de l'humanité continue à connaître ce que connaissait le peuple chinois, il y a trente ans. La malnutrition est toujours la cause de la mort de plusieurs millions de personnes chaque année dans le monde.

Dans un livre intitulé *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Susan George indique en introduction : « *S'il vous faut six heures pour lire ce livre, lorsque vous aurez tourné la dernière page, 2 500 personnes seront mortes de faim ou d'une maladie due à la malnutrition quelque part dans le monde* ».

Pour qui a pu visiter la Chine et d'autres pays du tiers monde, la différence est frappante à bien des égards. Comment comparer le spectacle des bidonvilles immenses du Pakistan ou du Liban, ou bien des rues du Caire avec leurs infirmes qui mendient. La Chine qui, il y a trente ans, était un des pays les plus frappés par la misère est aujourd'hui le pays du tiers monde, le plus peuplé, qui peut prétendre rejoindre les pays les plus développés d'ici l'an 2 000.

Alors trente ans d'esclavage, messieurs les « chercheurs » ?

Si ces droits fondamentaux de l'homme ont connu un tel développement, ils n'ont pas été les seuls.

Pierre BURNAND

* Dou Yuseng : Gangster qui contrôlait le trafic de l'opium, les tripots et les bordels dans la concession internationale.

Il avait une armée d'au moins 15 000 hommes.

Demain, suite et fin de l'article de Pierre Burnand

L'HUMANITÉ ROUGE – Mardi 23 octobre 1979

MARDI 23 OCTOBRE A 20h30 SUR ANTENNE 2, AUX *DOSSIERS DE L'ECRAN*

«Le Message», débat sur l'Islam et son histoire

L'Islam, une religion qui se trouve au premier plan de l'actualité. Surtout, depuis janvier 1979, date où l'ayatollah Khomeiny, chef des musulmans chiites a pris le pouvoir en Iran, 4e producteur 2e exportateur de pétrole. L'Islam c'est aussi un trait d'union entre les pays arabes producteurs de pétrole dont le poids ne cesse de croître dans l'arène mondiale. Avec 500 millions d'adeptes dont un cinquième dans le monde arabe, l'Islam est la deuxième religion universelle, après le christianisme, avec des fidèles dans le monde entier, mais principalement dans les pays du tiers monde : en Afrique, en Asie, jusqu'aux Philippines. La colonisation ou la domination de ces pays par l'impérialisme a contribué à déprécier l'Islam et la culture arabe. De nombreux lieux communs, sans aucune base réelle, circulent encore en France. Pourtant, l'Islam est le fonds culturel de millions de travailleurs immigrés maghrébins. Commune à 100 millions d'Arabes, l'Islam et la culture qui en dérive, a été revendiqué par les peuples dont le colonialisme avait nié l'identité, la personnalité culturelle.

Cette comunauté de culture a été un élément de solidarité dans la lutte pour chasser les colonialistes. Il joue un rôle important dans le soutien des pays arabes au peuple palestinien pour recouvrer sa terre. La projection de la première partie du *Messager* et le débat qui suit sur l'histoire de l'Islam n'en revêt que plus d'importance.

REMONTONS le temps : nous sommes dans la péninsule arabique, entre la Méditerranée, la mer Rouge et l'océan Indien au 7e siècle après Jésus Christ (début du Moyen Age).

L'Arabie est à l'époque la plaque tournante du commerce entre l'Europe et l'Aise. Au temps de Mahomet (fondateur de l'Islam, né en 570 et mort en 632, la route commeriale d'Europe en Asie avait changé de parcours et par contrecoup les villes d'Arabie étaient en déclin et même en ruine. L'Arabie avait subi l'invasion des Abyssins (Ethiopie). C'est quarante ans avant Mahomet qu'eu lieu l'expulsion des Abyssins. C'est le premier signe du sentiment national arabe. L'apparition de l'Islam correspond à une réaction des bédoins contre les fellahs des villes en pleine décadence.

L'IRRIGATION ET DESPOTISME

L'apparition et la progression de cette religion dans tout l'Orient et jusqu'en Inde s'explique principalement par des conditions d'ordre géographique et climatique. C'est dans les pays de grandes étendues désertiques du Sahara à l'Arabie, l'Iran, l'Inde, jusqu'au pays tatar aujourd'hui en URSS) que l'Islam a trouvé un terrain d'élection. L'Orient a été le berceau de nombreuses religions. Le système de culture dans ces zones arides avait pour condition impérative l'irrigation artificielle. L'irrigation pour drainer l'eau, si précieuse dans cette région, nécessitait de grands travaux publics pour l'entretien des canaux et des conduites.

Les travaux de très grande ampleur ainsi que que la répartition de l'eau ne pouvaient se faire ni à l'échelle d'une famille, ni d'un village. Il fallait pour cela un même pouvoir centralisé et despotique. Chaque fois que ce pouvoir s'est affaibli, les grands travaux hydrauliques n'ont plus été accomplis, de vastes zones se sont désertifiés pour des siècles. C'est ce qui explique les pouvoirs despotiques et centralisés qui sont imposés dans cette région dès les débuts du Moyen Age. L'Islam, religion aux préceptes multiples et précis qui règlent chaque détail de la vie rurale de l'époque a joué le rôle de ciment qui donne unité et cohérence à l'exercice d'un tel pouvoir.

L'Islan : religion et fondement d'une culture très liée à des conditions particulières. Celles des grandes plaines arides d'Afrique, d'Asie et du bassin méditerranéen. Aujourd'hui, au premier plan de l'actualité avec la lutte des pays producteurs de pétrole et l'importance croissante du tiers monde.

DE L'INDUS AU GUADALQUIVIR

Sitôt après la mort de Mahomet en 632, les soldats de l'Islam sortent de la péninsule arabique. C'est la Djihad, ou guerre sainte. Ils pousseront même jusqu'à Poitiers où ils seront stoppés en 732. Leur avant-poste en Europe sera le fleuve Guadalquivir en Espagne.

Ils s'étendront en Asie et surtout en Inde jusqu'au fleuve Indus. Des annees 610 jusque vers le 8e siècle l'Islam est en pleine expansion. Et jusque vers 1050, c'est l'Orient et l'ensemble arabo-islamique qui préside aux destinées du monde. La région devient le carrefour des caravanes,et le comptoir commercial des trois continents. Les Arabes détiennent le monopole du commerce mondial. C'est pour briser ce monopole que les Occidentaux, sous des prétextes religieux, mirent sur pied les croisades, dans l'espoir de s'approprier une part du butin.

Si au cours des siècles son centre de gravité se délace, l'ensemble islamique loin de diminuer a plutôt tendance à s'étendre. L'Iran (Perse), les Turcs, puis l'Asie centrale seront tour a tour les leaders et ce ensemble.

Léon CLODEL

L'Islam, ferment d'unité

Avec 500 millions de fidèles, l'Islam est la 2e religion du monde. Les musulmans sont en majorité dans trente-cinq pays d'Afrique et d'Asie. Ils représentent 10 % de la population soviétique et 25 % de la population chinoise. Un territoire qui s'étend du Maghreb (Afrique du Nord) à l'Indonésie. Il y a 13 millions de musulmans en Europe et 450 000 en Amérique. Islam signifie en arabe « soumission », et comme toutes les autre religions, il a contribué à perpétuer l'oppression de millions d'hommes au cours de siècles. Cependant, cette religion a objectivement joué un rôle de ferment dans la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme et pour leur indépendance. En effet, c'est à partir du Coran, seul livre écrit, que le taleb (instituteur) enseignait aux enfants et que se transmettait toute la culture arabe. Culture que les colonialistes ont tenté d'étouffer, de nier en imposant la culture française, anglaise, occidentale et les valeurs chrétiennes. Les écoles arabes fondées par les Oulémas en Algérie, jouèrent un rôle important dans la lutte pour l'indépendance. Bien avant la morale et le mysticisme, la valeur première qui domine dans l'Islam est l'esprit communautaire. Le sentiment de l'appartenance au « Dar-al-Islam » (territoire soumis à l'Islam), à l'Oumma (communauté des croyants) dépasse celui de l'appartenance à une nation. C'est ce qui explique en partie la solidarité qui a joué si fort entre les peuples du Maghreb pendant la guerre d'Algérie. Ce qui est une base du soutien de tout le monde arabe à la lutte des Palestiniens.

L'Islam ne fait pas de différence entre le temporel et l'au-delà. Les préceptes du Coran règlent la vie de tous les jours d'une façon minutieuse. C'est la base de toute une culture, d'un mode de vie, de valeurs dans lequel se reconnaissent même ceux qui ont abandonné toute religion.

Ceddo et *Le Message*

Une page d'histoire de l'Afrique, que ce cinquième long-métrage de Sembene Ousmane. Il dépeint la pénétration du christianisme et de l'Islam au XVIIe siècle en Afrique de l'Ouest.

Comment la religion endort les esprits pour préparer la domination d'un pays ? Sembene Ousmane montre la résistance de toute une population à la domination de l'Islam et du christianisme. Derrière la domination des consciences se dissimulent de sordides intérêts politiques et surtout économiques, prise du pouvoir, esclavagisme, etc.

Un film à l'opposé du *Message* présenté mardi 16 octobre aux Dossiers de l'écran. Superproduction à grand spectacle, un peu sir pliste, le *Message* a cependant le mérite d'initier un public occidental à la philosophie du Coran.

Participeront au débat sur l'Histoire de l'Islam : Cheikh Si Hamza Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, André Miquel, professeur au Collège de France, Jamal Benchelk, directeur du département d'études arabes à l'Université Paris VIII-Vincennes, Mme Moufida Diop.

* Les musulmans chiites (l'Ayatollah Khomeiny) se réclament d'Ali, gendre de Mahomet et quatrième Calife. C'est au 7e siecle qu'ils se sont séparés des sunnites.

Les musulmans sunnites (les plus nombreux) se réclament de la tradition (Sunna) de Mahomet.

Bien avant Descartes

Le Moyen-âge, qui correspond en Europe à une époque d'obscurantisme, marque l'apogée de l'Islam qui se caractérise par un épanouissement sans précédent de la poésie, des arts, de la philosophie et de la science. Razi, bien avant Descartes, formule la nécessité du doute méthodique et resitue l'homme dans l'univers, « microcosme, dans le grand macrocosme ».

Avicennes et Averroes commentent Aristote. Le commerce maritime entraine le dévelopement de l'astronomie et de la géographie. Les sciences mathétiques, la chimie, la médecine connaissent un essor dont l'Europe médiévale puis renaissante va profiter. C'est aussi l'époque du grand historien Ibn Kaldoun.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

CHINON

L'accident de Chinon A2

UN CHS (1) extraordinaire s'est ouvert le mercredi 10 octobre, il se poursuit journellement. A l'ordre du jour, l'accident Chinon 2. Le développement des films dosimètres de septembre a fait apparaître que deux agents de Chinon A2 ont subi un dépassement de dose admissible d'irradiation. Les valeurs connues à ce jour révèlent 4,6 Rem pour l'un et 20 Rem pour l'autre, ce à quoi il faudra ajouter l'équivalent de dose dû au flux neutronique (mesures en cours).

Cet accident est intervenu au cours d'une recherche de fuite CO2 (2), le 9 septembre, dans les cheminées NE au coude 21, la fuite CO2 pour Chinon 2 était de 6 tonnes par jour.

A la demande des représentants CGT du CHS, l'information a été donnée au personnel par les chefs de service.

A l'heure actuelle, et compte-tenu des informations en notre possession, la CGT pose un certain nombre de questions :

— Comment se fait-il que l'accès au coude 21 n'était pas matériellement interdit au bas de l'échelle (changement de zone) ?

— Pourquoi ne connait-on pas avec précision l'état de la zone concernée (aux dires mêmes du chef de tranche, aucune mesure n'a jamais été faite à cet endroit) ?

— Est-ce que le manque de moyens de production n'a pas entrainé un redémarrage de la tranche dans des conditions anormales ?

— Est-ce que la mise en place de l'autoprotection et la suppression des TRP entrainent des risques supplémentaires ?

— Pourquoi n'est-il pas délivré d'attestation de consignation aux agents d'exploitation ?

Réunis jeudi à 7 h 30, les bureaux CGT et CGT-CNC du CPT ont leurs éléments d'analyse sur toutes ces questions.

Dans le courant de la semaine prochaine, non seulement notre position sera communiquée au personnel mais à l'ensemble du public avec une conférence de presse.

(1) CHS : Comité hygiène et sécurité.
(2) CO2 : Gaz carbonique.

ANPE (PARIS 10e)

Tract commun CGT-CFDT-Non syndiqués

Le racisme quotidien

«MADEMOISELLE, je cherche des jeunes à former comme ambulanciers. Mais pas d'étrangers et pas de noirs parce qu'ils ne sont bons à rien » !

Lorsqu'un employeur formule ce genre d'offre d'emploi à un prospecteur-placier de l'ANPE, que fait le prospecteur-placier ? Il lui fait lire le texte de la loi du 11 juillet 1975 réprimant les discriminations raciales et énonçant les peines encourues.

L'employeur conclut : « *Bon, eh bien, si vous m'envoyez, envoyez-moi des trucs valables* » ! Quelle doit être alors, selon la direction de l'ANPE, l'attitude du prospecteur-placier ?

Il doit oublier la loi, garder son calme, se mettre au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon (ou de la jupe) en disant : « *Bien monsieur, à votre service monsieur, merci.* »

Le 30 août 1979, une employée de l'ANPE du 10e arrondissement de Paris a osé et tenté de faire respecter la loi, en n'enregistrant pas l'offre raciste. Que d'audace, quel culot, quel toupet, quelle prétention !

C'est ce qu'a dû penser l'assistante en chef de l'agence dont l'oreille traînait par là puisque, dans l'heure, elle adressait à ses supérieurs un rapport partial, omettant les insultes des employeurs vis-à-vis des chômeurs et déformant les propos de l'employée.

La direction générale de l'ANPE a sauté sur le dossier et notre collègue risque aujourd'hui de passer en conseil de discipline et d'être licenciée.

Ceci est un exemple de l'obéissance et du respect inconditionnels que nous devons aux patrons qui, grâce à la réforme de l'ANPE, voudraient encore mieux imposer leur propre loi (restriction de race, de nationalité, de sexe, d'âge, de qualification, bas salaire, flicage des chômeurs, etc.).

Non à la répression contre les chômeurs et les travailleurs de l'ANPE !

Non à une ANPE patronale et raciste !

Sections CGT-CFDT et agents non-syndiqués de l'Agence nationale pour l'emploi du 10e arrondissement (Paris)

ROUEN

Contre l'ouverture des magasins le dimanche

DANS le cadre de la journée nationale organisée par les syndicats contre le projet d'ouverture des magasins le dimanche, une manifestation a eu lieu jeudi matin à Rouen à l'appel de la CFDT. C'est environ 250 travailleurs et travailleuses du commerce qui se sont retrouvés devant le nouveau centre commercial et qui ont manifesté durant une heure autour de ce centre pour protester contre le projet d'ouverture le dimanche. Cette manifestation s'est terminée par une prise de parole d'une responsable de la Fédération commerce de la CFDT. La manifestation a surpris même ses organisateurs par son ampleur, c'est la première fois qu'on voyait une telle manifestation d'employés du commerce à Rouen.

ORLEANS

Grève d'institutrices et instituteurs

LES enseignants du Loiret, surtout institutrices (et instituteurs) sont en grève reconductible depuis le 11 octobre. Ce sont principalement des adhérents du SGEN-CFDT. Ils exigent la levée des sanctions qui menacent une quarantaine de directrices d'écoles maternelles.

Ces directrices, suivant une directive du SNI et du SGEN-CFDT, limitent les effectifs à 30 élèves inscrits par classe.

A compter du 1er octobre, l'inspecteur d'académie menace de supprimer, jour après jour, leur paye si elles refusent de remonter à l'effectif de 35 élèves par classe.

Cela alors même qu'elles travaillent normalement dans leur classe ! Elles risquent aussi des sanctions disciplinaires ultérieures (mutations, blâme...).

Pour organiser cette répression, l'administration applique une loi extrêmement dangereuse, une loi scélérate, et qui concerne toute la fonction publique : une loi dite du « service non fait ».

Cette loi imprécise à souhait stipule qu'à chaque fois qu'un travailleur n'aura pas complètement assumé son service, il lui sera retiré une journée de son salaire. C'est très grave ! C'est la porte ouverte à n'importe quel arbitraire.

N'attaquant pas directement le droit de grève, cette loi est une arme au service de la tendance fascisante du pouvoir. Les fonctionnaires ne pourront plus appliquer les directives syndicales (refus d'acheminer le courrier en Afrique du Sud, refus de prendre les élèves des collègues absents pour protester contre l'insuffisance du personnel de remplacement...), les fonctionnaires, individuellement, devront correspondre exactement aux normes en vigueur.

Ce n'est pas loin des interdictions professionnelles telles qu'elles sont appliquées en Allemagne.

Des enseignants grévistes

FOUGEROLLE

La grève est interrompue mais la lutte continue

C'EST donc lundi 15 octobre que l'ensemble des grévistes et leurs organisations syndicales CGT et CFDT interrompaient la grève de six semaines en ayant obtenu :

— Une prime spéciale de 2 500 F : paiement des jours de grève.

— Le non-déménagement des moules.

— L'arrêt des démarches pour les mutations arbitraires.

— Le début des négociations par le biais du médiateur imposé à la direction de Fougerolle par le juge du tribunal.

Mais la lutte des travailleurs continue.

— Pour le maintien de l'usine à Brétigny.

— Pour le maintien des 58 emplois.

Actuellement, les travailleurs et leurs organisations syndicales préparent les dossiers, nécessaires au médiateur pour connaître leur point de vue. Les UL-CGT et CFDT ainsi que le comité de soutien rassemblant le PS, le PSU, le MRG et le PCML ainsi que l'UL-CFDT préparent un bal de solidarité pour continuer la solidarité financière.

Mercredi 17 octobre, à l'usine, a été distribuée après le travail la 3e paye de solidarité : les collectes ont été très importantes puisqu'elles ont rassemblé plus de 34 000 F (3 400 000 centimes). C'est ainsi, par exemple, qu'un travailleur syndiqué à la CFDT qui a fait les six semaines de grève aura touché lla première paye de solidarité : 160 F, la deuxième paie de solidarité : 250 F, troisième paie de solidarité : 270 F. La quatrième à venir : à peu près 230 F et la caisse de résistance CFDT 390 F, soit un total de 1 300 f auquel il faut rajouter la prime spéciale payée par Fougerolle de 2 500 F et les 1 200 repas fournis par la municipalité. Cet aspect financier est très important pour les luttes à venir, car il montre plusieurs points intéressants :

— Que la solidarité de classe existe et qu'il faut la développer (malgré tout ce que l'on dit sur le découragement de la classe ouvrière et des travailleurs en général).

— Que l'on peut « forcer la main » à des municiplités de la gauche pour qu'elles soutiennent activement les luttes.

— Que les travailleurs doivent mettre leurs organisations syndicales au pied du mur pour l'aide matérielle. Dans cette lutte, tout le matériel d'information a été pris en charge par les deux UL CFDT et CGT.

— Que les comités de soutien sous la direction des grévistes et de leurs organisations syndicales sont utiles à l'élargissement de la grève et du soutien financier.

(A suivre)

BLOC-NOTES

CINE-CLUB GENERIC
8, rue de la Palestine Métro Jourdain
le 31 octobre : Le Vent des Aurès
le 12 décembre : le Sel de la terre.
le 22 décembre : le Chagrin et la pitié.

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

Le bimensuel No 63 est sorti. Conçu pour une grande diffusion, ce numéro présente un dossier *« Chine, ce qui est remis en question »* dans les pleins feux de l'actualité à un moment où la Chine fait la une des journaux à l'occasion de la venue de Hua-Guofeng en Europe.

Quatre pages : La défense du pays en question.

Un document exceptionnel : la lettre d'une française qui vit au Cambodge depuis 1975.

Une rubrique magazine variée : Moto, cinéma, sciences, médecine.

Un témoignage d'actualité : La dure réalité de la loi Veil. Rencontre avec les travailleurs du centre d'interruption volontaire de grossesse de Colombes.

Un numéro adapté à la vente militante pour la fin de la semaine. Passez vos commandes à l'administration du journal.

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1979

l'humanité rouge

INTERVIEW

Les médecins en grève pour soigner

Interview du docteur Bles, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français (Suite)

Interview réalisée par Nathalie VILLOTIERS

Dans notre édition d'hier, le docteur Bles, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français, nous a donné les raisons du mécontentement des médecins qui aboutit au mot d'ordre de grève pour le 23 octobre.

Aujourd'hui, il nous explique plus particulièrement dans quel contexte se situe cette action, la politique d'ouverture qu'a inaugurée la CSMF envers tous les partenaires sociaux, pour faire échec à la mise en place de deux médecines, l'une pour les riches et l'autre pour les pauvres.

N.V. : Vous appelez à la grève le 23 octobre. Cependant il y a une autre journée de grève le 1er octobre. Pourquoi n'y avez-vous pas appelé ?

Dr Bles : Pourquoi n'avons nous pas appelé au mouvement du 19 octobre comme le faisait la Fédération des médecins de France ? Le 1er octobre, devait intervenir une légère revalorisation de nos honoraires, annulée par le gouvernement. Bien évidemment nous contestons cette limitation de nos honoraires, mais nous ne considérons pas cette révision tarifaire comme un axe primordiale de notre action. A notre sens, appeler à la grève ce jour-là accréditait justement l'idée d'une lutte catégorielle, corporatiste. Nous avons préféré le 23 octobre date à laquelle - normalement - l'Assemblée nationale doit débattre du budget santé.

Information télévisée

Je voudrais vous signaler une petite anecdote significative à ce propos. Au soir de l'annonce des mesures du gouvernement sur la Sécurité sociale, j'ai donné une interview à la télévision. Je précisai que notre principale préoccupation était de refuser l'enveloppe limitant le droit de prescription, puisqu'en tant que médecin, notre devoir est de toujours faire le mieux possible. Le problème de nos honoraires était réel, mais somme toute ici secondaire. Que s'est-il passé ? La télévision n'a retransmis que le deuxième point de mon intervention, falsifiant entièrement mon propos. Pour nous, la « mauvaise image » de marque, surtout pas pour le gouvernement. Sans commentaire.

Souvent on nous demande si cette grève ne va pas être mal ressentie par nos patients. Nous ne le pensons pas, pour plusieurs raisons.

Déjà nos adhérents ont placardé dans leur cabinet notre affiche, distribué des tracts expliquant en quoi nous sommes contraints à la grève. La sensibilisation a été faite.

Par ailleurs, un service de garde sera mis en place pour les urgences. Ce sera principalement des jeunes médecins qui assureront cette garde. Pourquoi ? Le sombre tableau des difficultés d'installation des jeunes médecins est authentique : leur permettre d'assurer cette permanence les pénalisera moins sur le plan économique.

Des convergences d'opinion

Vous me demandiez si la CSMF avait établi des liens avec les autres travailleurs de la santé, particulièrement pendant la semaine d'action de la santé du 1er au 8 octobre. Il est sûr que chacun ne travaille pas pour sa petite chapelle, dans son petit coin, mais, si nous avons des combats convergents, il n'y a pas pour autant de prise de position unitaire, de signature commune au bas d'un même texte. Le travail que nous avons entrepris est essentiellement un travail d'ouverture. Nous échangeons des informations et des analyses, et bien souvent, nous constatons des convergences d'opinion entre la CSMF et d'autres partenaires syndicaux.

Mais j'attire votre attention sur la nouvelle étape de la contre offensive gouvernementale que nous connaissons actuellement. Barrot joue des pieds et des mains pour faire passer l'idée dans l'opinion publique que nous, médecins de la CSMF, *« pactisons avec le diable »*, *« que nous nous alignons sur les positions des centrales ouvrières »*, tout ceci pour *« casser »* la mobilisation au sein de la confédération.

C'est vrai, nous pratiquons une politique d'ouverture vis-à-vis de tous les partenaires sociaux, mais si parfois nous pouvons partager tel point de vue avec la CGT ou la CFDT, ce n'est pas pour autant que nous privilégions des relations avec ces syndicats. Nous n'excluons pas pour autant, pour plus tard, la création d'un front uni avec les organisations représentatives des usagers si le gouvernement s'obstine dans ses mesures néfastes.

Encore un petit mot sur cette grève : nous pensons qu'elle marquera un point important dans la mobilisation contre les mesures gouvernementales. Nous ne le répéterons jamais assez : au delà de l'enveloppe globable — limitation des prescriptions — ce que nous redoutons, c'est la mise en place *« d'un double secteur »* de la médecine. Une médecine pour les riches et une autre pour les pauvres. . .

LA SANTÉ RATIONNÉE !

VOS COTISATIONS AUGMENTENT ALORS QUE LE GOUVERNEMENT VA LIMITER VOS DROITS AUX SOINS

Votre médecin va devoir réduire les examens et les traitements nécessaires à votre santé. Il pourrait même être amené à les refuser à certains, parce que trop chers.

Prenez conscience de cette évolution.

Pourquoi cotiser plus pour être moins bien soigné ?

ON ACCUSE LES MEDECINS DU DEFICIT DE LA SECURITE SOCIALE. BIENTOT ON ACCUSERA LES MALADES !

Le déficit est lié à la crise économique, au chômage et à des choix politiques dont ni vous, ni nous, ne sommes directement responsables.

De 1976 à 1978, les dépenses d'assurance maladie n'ont augmenté que de 8,5 % en moyenne par personne. L'inflation a été nettement supérieure.

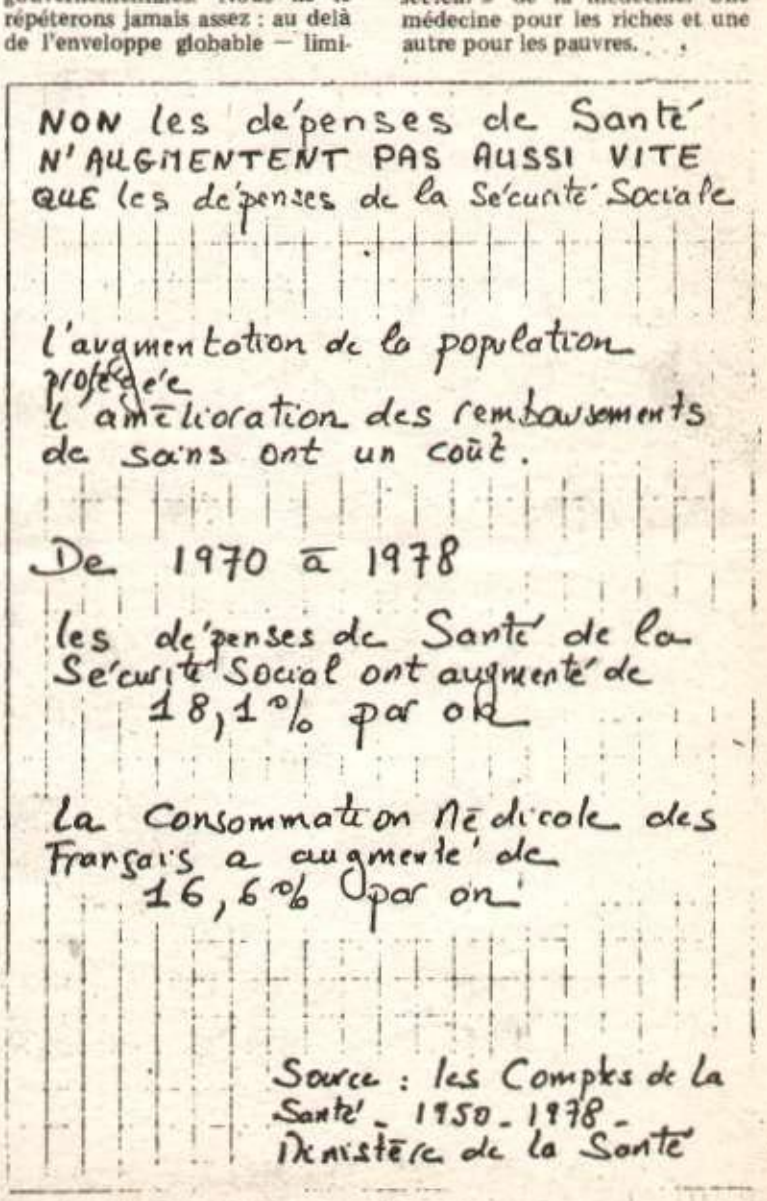
UNE DECISION QUE VOUS N'ACCEPTEREZ PAS !

Le Gouvernement a décidé de lier les honoraires médicaux aux économies réalisées sur les examens et les traitements dont vous avez besoin.

Un tel système est inacceptable, car il vise à opposer l'intérêt des malades à celui des médecins.

LES MÉDECINS NE L'ACCEPTENT PAS !

VOUS NON PLUS !

CONFEDERATION DES SYNDICATS MEDICAUX FRANÇAIS

Imp. - Bal J. Bonn - 343-47-02